

L'ingérence d'un chef militaire dans l'affaire de Lula est condamnée au Brésil



Brasilia, 12 novembre (RHC)- Le Parti des Travailleurs du Brésil a condamné l'ingérence du chef de l'armée, le général Eduardo Villas afin d'empêcher la justice d'accorder un habeas corpus à l'ex-président Luis Inacio Da Silva, Lula.

Diffusée par le site Brasil 247, la dénonciation de ce parti politique cite une interview publiée récemment par le quotidien Folha de Sao Paulo, dans laquelle le chef de l'armée a reconnu qu'il a lui même fait pression pour éviter que le Tribunal Suprême Fédéral n'accorde un habeas corpus pouvant déboucher sur la libération de Lula qui est en prison depuis 7 mois pour de présumés délits de corruption passive et de blanchiment d'argent.

L'habeas corpus a été refusé par ce tribunal et l'ex-dirigeant ouvrier a été emprisonné le 7 avril sur ordre du juge Sergio Moro, dont la désignation au poste de futur ministre de la justice et de la sécurité publique du cabinet du président élu Jair Bolsonaro a été annoncée il y a deux semaines.

Le Parti des Travailleurs précise dans sa dénonciation que lorsque le chef de l'armée a signalé qu'à son avis la libération de Lula serait une cause d'instabilité, il confirmait que la condamnation de ce leader

politique du Brésil a été une opération politique ayant pour objectif d'empêcher ce dernier d'être élu président de la République.

Cette organisation indique qu'il a été démontré maintenant que ce ne sont pas pas seulement le système judiciaire lié à Sergio Moro, le Réseau O'Globo et les grands médias qui ont participé à cette opération arbitraire et antidémocratique mais aussi la hiérarchie militaire.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/176327-lingerence-dun-chef-militaire-dans-laffaire-de-lula-est-condamnee-au-bresil>



Radio Habana Cuba